

# Commission de Géographie appliquée - CNFG

17 mai 2014

Institut de Géographie - 191 rue St-Jacques - Paris

9 heures - 12 heures 30

Compte-rendu/verbatim de séance

**Objet** : « Réunion liminaire de la Commission de Géographie appliquée et définition d'une stratégie de communication et de valorisation de la Géographie appliquée ».

## Introduction

**Pierre GINET**

Je vous remercie pour votre participation à cette première réunion de la Commission de Géographie appliquée du CNFG :

- Jeanine CORBONNOIS, Professeur à l'Université du Maine ;
- Claude GENGLER, Géographe et Directeur du journal luxembourgeois Le Quotidien ;
- François HULBERT, Professeur émérite à l'Université de Lorraine ;
- Yves LEBAHY, Professeur à l'Université de Bretagne Sud – Lorient ;
- Bouziane SEMMOUD, Professeur à l'Université de Paris 8 ;
- Laurène WYSZTORT, Post-doctorante ATER à l'Université d'Artois.

Plusieurs collègues sollicités, retenus par ailleurs, n'ont pas pu se joindre à nous. Je les remercie pour l'intérêt qu'ils manifestent pour les activités de notre Commission :

- Jean-Louis BALLAIS, qui se « *réjouit du redémarrage de la Commission de Géographie Appliquée* » et formule tous ses « *vœux de réussite* » ;
- Nacima BARON ;
- Gilbert DALLA ROSA, qui souhaite être tenu informé de la suite ;
- Jacques LESCOAT ;
- Christian GRATALOUP, qui anime, en même temps que nous, également dans les locaux de l'Institut de Géographie de Paris, la journée de l'AGF consacrée à la Géographie des 1970 ;
- Alain MARNEZY, « *retenu par de multiples réunions communales et intercommunales liées à ses charges politiques* » ;
- Patrick PIGEON, qui considère cette Commission comme « *très importante en effet pour nous autres Géographes* ».

Le CNFG est plus qu'une association de Géographes. C'est par excellence la tribune permettant à tous les Géographes de se retrouver et de se fédérer autour de grands projets collectifs, dont les enjeux pour notre communauté sont forts.

Les points à traiter ce jour sont les suivants :

1. Interventions
2. Synthèse des idées-forces débattues lors de la réunion
3. Actions initiées
4. Propositions d'actions

La parole circule parmi les membres de la Commission (les principales idées et suggestions sont soulignées dans le texte) :

## Interventions

### Jeanine CORBONNOIS

Les travaux de recherche portent sur le thème de l'eau et de l'érosion hydrique dans les lits fluviaux. Les cours d'eau pris en compte sont ceux du bassin de la Maine (cours d'eau de faible énergie). Les implications des comportements hydriques aux plans des contraintes naturelles et de l'utilisation des milieux sont également analysées comme éléments pris en considération dans la gestion des milieux, pour une valorisation ou un développement durable. Les liens entre les gestionnaires et les concepteurs sont importants à prendre en compte. Autour de ce lien entre Géographie humaine et Géographie physique, il est difficile d'échapper à la question de l'application qui nous réunit ce jour.

Il semblerait souhaitable de trouver et de positionner la Commission de Géographie appliquée sur un créneau original. Car les urbanistes, Géographes ruralistes, physiciens, etc. ont chacun leur Géographie appliquée. Vouloir tout traiter peut sembler très ambitieux.

### François HULBERT

Je tiens à rappeler notre ambition initiale, lors du renouvellement du Comité du CNFG en octobre 2012. Pierre GINET avait alors proposé une modification de statuts du CNFG incluant une nouvelle vice-présidence, entièrement dédiée à la Géographie appliquée. Cette proposition semblait légitime et recevable compte-tenu de la transversalité de la Géographie appliquée, et sa prise en compte trop inaudible compte-tenu de sa dilution parmi les autres Commissions. Nous avons par défaut fait le choix de réactiver la Commission de Géographie appliquée laissée en déshérence depuis plusieurs années. Cette position explique selon nous sa position quelque peu discordante au sein de l'architecture institutionnelle du CNFG actuel.

### Yves LEBAHY

Sur le plan scientifique, je suis spécialiste du littoral et de l'aménagement de la Bretagne. J'ai mis en place un IUT mais, malgré mes investissements académiques, je me considère comme un électron libre au sein de l'université.

Il y a une dizaine d'années, avec quelques collègues de Rennes, nous avons essayé de mettre en place un dispositif croisant les universitaires et des gens de terrain. Cette démarche a permis de fonder, avec Jacques LESCOAT, l'Association Géographes de Bretagne. Il s'agit pour nous de confronter les points de vue des universitaires avec les gens en contact avec le terrain et l'application. Il s'agit essentiellement d'urbanistes. Le volet social manque un peu... Les jeunes collègues universitaires se désintéressent de la question. Triste constat alors que les questions soulevées redeviennent essentielles. J'ai été enseignant toute ma vie. J'ai formé des enseignants. Et selon moi, on ne peut pas se dispenser du côté social...

Notre association organise des conférences qui accueillent de cent à cent cinquante participants. Parmi eux, de nombreux représentants d'associations, d'élus, et de représentants des collectivités locales. Cette forme d'animation remporte un grand succès. L'heure est actuellement aux débats sur les redécoupages politiques... Au niveau du Conseil de développement, des Conseils électoraux, nous avons une influence qui dépasse souvent nos propres forces et nos propres compétences. Un

important travail bénévole est effectué et prend appui sur des compétences variables. Les obstacles à la liberté de ton existent aussi : nombre de participants sont des Géographes aménageurs employés par des organismes publics et voient leur parole limitée. On essaye de recréer ce lien entre les Géographes universitaires et de terrain.

On disait tout à l'heure que les Géographes ont tous l'impression de faire de la Géographie appliquée. Je jette un pavé dans la mare en disant qu'ils ne s'impliquent pas assez ! Auparavant ils allaient au-delà du travail universitaire et s'impliquaient dans la vie de la cité, avec ou sans couleur politique. Or aujourd'hui, à mon grand désarroi, ils manquent de capacité à prendre des positions tranchées... J'ai fait de la Géographie par engagement, mais en termes d'engagement, j'ai souvent été très seul. L'un des problèmes est que l'on a plus de réponses du côté professionnel que du côté universitaire où finalement la vision technocratique et scientiste prime sur la prise de position sociale, sociétale et la vision politique et prospective. De plus, les Géographes sont trop isolés les uns par rapport aux autres. Il n'y a pas de fermeture du tout, de droite, de gauche, notre rôle c'est d'alerter... Quand je dis politique ce n'est pas politicien, élu, etc. C'est-à-dire citoyen...

Au sein de l'association, les personnes sont heureuses de se retrouver. Par contre le lien avec le milieu universitaire est parfois très difficile, ce qui constitue un autre problème. C'est peut-être une question de génération. Je suis d'une génération où les étudiants étaient pour la plupart politisés. C'était 1968, on était en pleine contestation des jurys. C'est quelque chose d'impensable aujourd'hui. C'était des gens très impliqués dans la vie politique. Ils avaient des engagements autres que leur propre engagement d'enseignant et de chercheur. Les jeunes générations actuelles de maîtres de conférences que j'ai côtoyées sont des gens qui sont sans doute trop préoccupés par leur carrière. Pour ma part, je n'ai jamais fait carrière. J'ai été formateur dans les écoles normales, etc. Je n'ai pas construit une carrière, j'ai foncé là où j'avais envie d'aller. J'ai choisi de faire de la Géographie par engagement ! Aujourd'hui il n'y a plus cette logique-là.

### **Jeanine CORBONNOIS**

Il y a aussi le fait que nous sommes entrés dans un contexte qui a changé en particulier à travers la fréquence de l'évaluation de nos travaux.

### **Yves LEBAHY**

Et puis le mode de recrutement des jeunes chercheurs a évolué. Ils sont jeunes et n'ont pas forcément la maturité sociale que nous avons.

### **Pierre GINET**

L'impact de la nouvelle Géographie s'est également fait sentir avec l'introduction d'outils et de méthodes certes très utiles mais qui ont amené de jeunes chercheurs à se positionner hors du champ du politique ou du moins à ne jamais le critiquer. C'est l'idée d'une Géographie appliquée érigée en science de l'aménagement, pouvant se dispenser de s'interroger sur la relation qu'elle entretient avec une dimension politique pourtant consubstantielle à la fabrication des territoires. Cette posture illusoire (quand elle n'est pas « mercenaire »), qui exclut la dimension géopolitique de la pratique de l'aménagement et de l'urbanisme interroge la relation entre Géographie appliquée et impliquée.

### **François HULBERT**

J'ai passé trente ans au Canada comme boursier au départ et professeur-chercheur ensuite. Au cours de toutes ces années je me suis impliqué avec des groupes de citoyens dans différentes circonstances. Les cours, les sorties terrain, la participation à des consultations publiques ... étaient

étroitement imbriqués... J'ai moi aussi mis à profit ce particularisme culturel pour mélanger l'implication citoyenne et le travail Géographique à l'université et à l'extérieur via les médias en particulier. L'implication m'a montré que l'on peut parfois se faire fermer des portes, mais que d'autres s'ouvrent Nous sommes alors critiqués, considérés avec dédain comme quelqu'un qui écrit dans les journaux, qui fait de la politique et pas de la recherche, etc. Au début, cette attitude impliquée, engagée et appliquée fait peur, mais le temps permet de bénéficier d'une réelle reconnaissance des milieux professionnels et des universitaires qui trouvent dans cette attitude une passerelle de chacun de ces milieux vers l'autre.

J'ajouterai que Richard LAGANIER, quand il s'est présenté à la présidence du CNFG a parlé dans sa profession de foi (ça rejoint ce qu'a dit Yves LEBAHY à propos des Géographes universitaires) d'une « *Géographie déstabilisée par l'institution qui la porte* ». C'est fort et on est là sur le thème appliqué/impliqué qui doit nous préoccuper dans cette commission.

### **Claude GENGLER**

Cette Commission est encore en préfiguration. Elle risque probablement d'intéresser énormément de gens. La question est de savoir comment la faire connaître, comment trouver le bon ton, les bons sujets. Il faudra également, en vue de prochaines rencontres, définir une logique de diffusion des invitations. Qui souhaite-t-on inviter exactement ? A qui souhaite-t-on s'adresser ? Il faut rester modeste, au début surtout.

### **François HULBERT**

Nous avons privilégié pour le moment le contact direct avec des personnes rencontrées ou figurant dans nos cercles de relations personnelles.

### **Pierre GINET**

Le choix de lieu d'organisation de cette réunion à Paris plutôt qu'en Lorraine est également stratégique et symbolique. Il s'agissait de ne pas régionaliser le débat, surtout au début. Par la suite, une diffusion nationale semble souhaitable. La Commission est par ailleurs déjà engagée au travers de notre participation au prochain Festival International de Géographie.

### **Claude GENGLER**

Je suis Luxembourgeois d'origine et, en même temps, « un produit de la géographie française ». Je souscris tout à fait à ce qu'a dit Yves LEBAHY. Mon parcours professionnel est très atypique, pour un Luxembourgeois, d'abord, et pour un géographe, ensuite. Nous n'avions pas d'université complète au Luxembourg, alors j'ai choisi de faire mes études en France. Docteur en géographie, spécialisé en aménagement du territoire, j'ai effectué mes études à Paris et à Metz. J'ai débuté ma carrière professionnelle en 1987 comme chargé de recherches au CEPS/INSTEAD (centre de recherche en sciences sociales, principalement, et spécialiste du transfrontalier), avant de rejoindre la Fonction publique luxembourgeoise en 1990. Cela dit en toute modestie, j'ai été le premier géographe à être chercheur au CEPS/INSTEAD, avant de devenir conseiller de gouvernement au ministère de l'Aménagement du territoire, siégeant parallèlement au premier Comité économique et social de la Grande Région. En 1999, j'ai rejoint la Banque Générale du Luxembourg (BGL) où j'ai occupé le poste de chef de la fonction « Grande Région ». En 2002, j'ai été engagé comme directeur à la fondation Forum EUROPA, structure sans but lucratif créée pour promouvoir la coopération transfrontalière au sein de la Grande Région. J'ai signé de nombreux articles dans la presse luxembourgeoise. Depuis le 1<sup>er</sup> avril, je suis directeur d'un journal : « Le Quotidien », seul journal d'information générale payant de langue française à paraître tous les jours au Grand-Duché. Le Quotidien ayant deux actionnaires

historiques, à savoir le groupe Editpress (L) et Le Républicain lorrain, mes patrons sont à la fois luxembourgeois et lorrain.

J'ai toujours été un « géographe engagé ». J'ai presque envie de dire qu'un géographe est engagé, ou alors il n'est pas vraiment géographe. Mon engagement date de nombreuses années et se solde, entre autres, par des centaines d'articles et de dossiers parus dans la presse écrite, principalement au Luxembourg, mais aussi à l'étranger (proche). A la fin des années 1980, au Luxembourg, on déconseillait presque aux gens de faire des études de géographie. Je me souviens de ce conseiller de gouvernement au ministère de l'Education nationale qui me disait que le Luxembourg était un pays trop petit pour y faire des études d'aménagement du territoire ! L'état d'esprit était le suivant : « Le jour où nous aurons un besoin concret en la matière, nous ferons appel à un bureau d'études étranger, allemand, français ou suisse, et nous serons à nouveau tranquilles pour dix ans ! ».

Je me suis évidemment et toujours opposé à cette façon – ridicule – de voir les choses. Ce n'est pas un hasard si mon tout premier article s'intitulait « la géographie, ça sert à quoi ? » (d'Lëtzebuurger Land, novembre 1987). Je serais évidemment flatté de pouvoir siéger dans cette Commission de Géographie appliquée du CNFG, en tant que Luxembourgeois.

Un mot sur l'université. Très longtemps, le Luxembourg n'en a pas eu. Depuis une dizaine d'années, nous en avons une, et on y enseigne même la géographie et l'aménagement du territoire. Il m'est arrivé de donner des cours et des conférences dans pratiquement toutes les universités de la Grande Région, mais pas au Luxembourg, vous connaissez le proverbe « Nul n'est prophète en son pays ». L'Université du Luxembourg est encore jeune. Les sciences humaines (et surtout la géographie) sont, pour ainsi dire, « dominées » par les Allemands, beaucoup plus forts en anglais que les Français. Vu le profil de l'UdL – très ouvert sur le monde entier, très international, pour ne pas dire « très globalisée », très intéressé à jouer dans la cour des grands – les chercheurs allemands y ont de bien meilleures cartes que les chercheurs français. De là découle un autre de mes soucis, à savoir que la langue française devrait être valorisée comme langue de recherche. Cela vaut d'ailleurs aussi pour la langue allemande. Organiser un colloque de géographie dans un de nos pays et retenir comme unique langue de travail l'anglais est pour moi inacceptable, un véritable « no go » (excusez ce terme anglais).

### **Laurène WYESZTORT**

Je suis docteure en Géographie et ATER à l'université d'Artois. Je travaille sur la thématique de la nature en ville (représentations, pratiques, conception des espaces de nature publics) mais aussi les politiques de développement durable. Je m'intéresse notamment aux territoires, leurs évolutions (en particulier l'enjeu de reconversion des friches industrialo-minières), les projets urbains et les nouvelles façons de concevoir la ville.

En tant que jeune chercheur, il nous est demandé de publier. Il est essentiel d'avoir un curriculum vitae qui compte plusieurs publications notamment dans des revues classées pour espérer retenir l'attention des recruteurs (MCF). Pour le doctorant ou le docteur, il est aussi nécessaire de participer à des programmes de recherche, mais parfois ceux-ci ne mènent pas, à court ou moyen terme, à une publication. Par manque de temps, il faut parfois faire des choix cornéliens. Il peut devenir compliqué de faire de la Géographie appliquée et surtout s'investir entièrement dans un projet de recherche si celui-ci n'a pas un objectif de publication mais d'intérêt public. C'est regrettable car ces travaux nous apportent beaucoup sur le plan méthodologique, grâce au travail de terrain, à la rencontre des acteurs.

Nous avons peut-être tendance à oublier que la recherche a des enjeux sociétaux. Pour ma part, j'ai trouvé très enrichissant de participer à des programmes de recherche pour des bailleurs sociaux, qui

avaient des attentes quant à la gestion d'un îlot résidentiel ou encore qui s'interrogeaient sur les modes de vie et les attentes des personnes âgées. L'intérêt de notre recherche était l'amélioration du cadre de vie des habitants, une meilleure compréhension de leurs attentes, permettre une offre adaptée d'équipements, etc.

### **Pierre GINET**

Je me félicite d'avoir une représentation de la jeune génération de Géographes parmi nous. Ce témoignage est très important et éclairant sur la situation des jeunes chercheurs. Le moule AERES est très normatif et exerce une forte pression. Et il faut par ailleurs éviter de fâcher ceux qui peuvent être les fournisseurs de contrats de demain à une époque où les budgets publics s'effondrent. Comment faire une Géographie appliquée qui se positionne également en amont de la commande, voire participe à sa redéfinition ?

La Commission de Géographie appliquée constitue un cas à part parmi l'ensemble des Commissions du CNFG. Contrairement aux autres Commissions, elle n'est pas une Commission thématique mais se définit par sa transversalité. L'ensemble des Géographes rattachés aux autres Commissions peuvent se revendiquer comme faisant de la Géographie appliquée.

### **Yves LEBAHY**

En effet, il y a une forte dépendance des laboratoires vis-à-vis des contrats d'études. Personnellement j'ai refusé un contrat d'étude de 200.000€ avec mon laboratoire. Ce qui n'a pas été sans faire de remous. Il y a une véritable inféodation.

### **Claude GENGLER**

C'est peut-être un peu facile de critiquer la jeune génération. Moi-même, qui suis « un ancien jeune », j'ai l'impression qu'il y a aujourd'hui une pression énorme pour être productif, compétitif. Il faut « produire », c'est-à-dire publier, à tout prix. Ne perdons pas de vue aussi que le jeune chercheur doit gagner sa vie, s'occuper de sa famille, de ses enfants... Les choses ont beaucoup changé pour les jeunes chercheurs par rapport à ce que nous avons vécu dans les années 1970 et 1980.

Au Luxembourg, comme ailleurs, pour se faire remarquer, il faut publier en anglais. Il y a aussi le sacro-saint principe du « peer review » (comités de lecture internationaux) et ce besoin excessif de vouloir tout quantifier et tout comparer qui font ravage. Le jeune chercheur qui souhaite travailler sur « le degré de syndicalisation des travailleurs frontaliers au Luxembourg » aura beaucoup de mal à se voir attribuer une bourse de recherche. Pas sûr que ses « pairs » australien, japonais ou canadien s'intéresseront à cette problématique. Pas sûr aussi que les autorités reconnaîtront la valeur ajoutée de ce travail. C'est aussi la course à la rentabilité, puis ce réflexe presque maladif qui consiste à demander « Quelles seront les retombées économiques immédiates du projet ? ». Je rêve, ou quoi ? Il faut arrêter de vouloir tout considérer avec des lunettes de l'« homo economicus ».

### **Yves LEBAHY**

Un autre changement concerne aussi l'ambition, qui est très présente parmi les jeunes générations. Derrière elle, il y a tout un conditionnement social et familial. On ne connaissait pas cela dans ma génération. Entrer dans la vie active n'était pas facile non plus, chacun se contentait de progresser étape par étape.

## **Bouziane SEMMOUD**

Lors de mon mandat de membre du CNU, j'étais parfois très impressionné par la qualité des dossiers des candidats aux postes de Maîtres de conférences. Leur profil pouvait presque leur permettre d'être candidats à des postes de Professeur !

Il y a aussi une différence qualitative liée au laboratoire dans lequel la recherche s'effectue. Ceux qui participent aux travaux de laboratoires très puissants ont un net avantage sur les autres car les projets sont nombreux, très bien financés et encadrés. Et ces candidats arrivent à 26 ans à avoir des profils impressionnants.

J'ai fait la première moitié de ma carrière en Algérie (22 ans) et l'autre (une vingtaine d'années) en France : deux ans à Paris, une dizaine d'années à l'Université d'Artois, puis Paris 8 depuis une dizaine d'années.

J'ai baigné dans la recherche appliquée dès mes études de géographie à l'université d'Alger (« *l'organisation de l'espace* »(1967) de LABASSE, était un de mes livres de chevet), puis plus tard, lorsque j'ai travaillé sous la direction des Professeurs Jacqueline BEAUJEU-GARNIER, Fernand JOLY, Jean DRESCH, collaboré avec André PRENANT et côtoyé d'autres géographes comme Pierre GEORGE, Michel ROCHEFORT, E. DALMASSO etc.

J'avais parfois l'impression que les Géographes ne s'impliquaient pas. Il y avait une sorte de césure entre la pratique de la recherche et l'implication dans la vie sociale. Mais en même temps, Jean DRESCH, comme André PRENANT ou encore Jean SURET-CANALE que j'ai eu l'honneur d'avoir comme collègue à Oran, ont travaillé sur les capitaux et les rapports de domination dans l'empire colonial français. Ceci dit, l'Algérie a connu une réforme de l'enseignement supérieur dès 1972. Elle consacrait la création de filières d'aménagement du territoire parallèlement à l'ancienne licence d'enseignement alors totalement arabisée. La domination des objectifs « aménagistes » soumettait notre enseignement géographique à des normes, jusqu'à dépolitiser en quelque sorte la Géographie mise au service d'objectifs de développement tracés par un pouvoir politique qui, en dépit de son autoritarisme, voulait industrialiser le pays, conduire la réforme agraire, promouvoir le développement socio-culturel... C'était séduisant pour nous de prendre part à une tâche « d'édification nationale », tellement nous étions imprégnés d'idéologie tiers-mondiste, mais nous étions politiquement un peu piégés et scientifiquement peut-être conditionnés. Pendant très longtemps on a formé des aménageurs dans ce cadre directif. La Géographie appliquée à disposition, était mise au service d'un territoire, l'Algérie, qu'il fallait sortir de son sous-développement, selon une logique du haut vers le bas, laquelle logique produit des déséquilibres socio-spatiaux. En géographie urbaine, il fallait constamment rechercher la cohérence voire même l'harmonie, au point d'en oublier les rapports sociaux. Par la suite j'ai revu tout cela et produit des réflexions sur l'illusion de l'idée d'harmonie urbaine... A mon arrivée en France, la notion émergente de développement territorial m'a paru intéressante dans la mesure où elle inverse la logique. Elle prend une dimension forte avec le jeu des mécanismes de la mondialisation et pose la question majeure des stratégies territoriales qui ne peut que renouveler la géographie appliquée.

## **François HULBERT**

Je suis un « produit » de Michel PHILIPPONNEAU. Dès que je suis parti au Canada en 1969, il a supervisé mes travaux. J'ai passé 31 ans au Canada dont 27 comme professeur. En 1990 je suis venu à Sarrebruck puis suis reparti pour revenir et terminer ma carrière à Metz en 1999.

Au Québec mes premières implications ont commencé lorsque je me suis rendu compte qu'un grand projet était en cours d'élaboration dans le quartier où je résidais. Les citoyens étaient convoqués. Je

me disais « ils se font avoir, ce n'est pas possible ». Les citoyens étaient complètement démunis. On leur disait « parlez, opposez-vous », mais ils étaient incapables devant les hommes politiques et les techniciens qui étaient là, qui avaient le vocabulaire et qui avaient tout, de prendre la parole. Ils étaient décontenancés. Je me suis dit « il faut les aider » mais aussi « qu'est-ce qu'on peut faire ? ».

Donc ça a commencé comme ça et aussi avec les médias. Contrairement à la France où l'accès à la presse est très restreint et contrôlé, au Canada les journalistes sont très présents et disponibles dès que n'importe quel citoyen ou expert souhaite prendre la parole. J'ai donc mis à profit cette liberté de parole et ça a fait boule de neige.

Ma « vocation » d'intervenant est venue comme cela, sans la préméditer vraiment. Ça m'a permis de faire ce que j'ai appelé par la suite la « Géopolitique urbaine ». Et ça correspondait à ce que faisait Yves LACOSTE à ce moment-là puisque « La Géographie ça sert d'abord à faire la guerre »(1976), c'était la même époque. Bref tout cela a fonctionné et coïncidait également avec le regard porté par PHILIPPONNEAU sur l'agglomération de Rennes à ce moment-là. Cela m'a permis de rédiger une thèse sur la Géopolitique urbaine de Québec dans laquelle j'étais presque toujours en opposition avec ce qui se faisait dans l'agglomération de Québec et sa région.

Cette position critique n'était certes pas toujours appréciée (je me souviens du patron d'un service d'urbanisme en particulier) mais après un certain nombre d'années, les professionnels de l'aménagement faisaient appel à mes étudiants, se référant à leurs travaux, pour leur esprit critique ! Bref ce regard inédit faisait avancer les choses.

A Metz je me suis impliqué d'une façon différente, cette fois sur les recompositions des territoires politiques. Les fusions municipales étant déjà lancées au Québec, je me suis intéressé aux recompositions des structures françaises et j'ai écrit plusieurs livres et articles au cours des dernières années.

J'ai pu réaliser que la Géographie appliquée pouvait se décliner de différentes façons et qu'il fallait faire connaître nos analyses

Si je vois dans un quotidien une carte présentant un projet de redécoupage régional de la France, avec une analyse et des arguments qui n'éclairent pas forcément le débat ou insuffisamment. Il me semble nécessaire d'intervenir. Le Géographe a un rôle à jouer vis-à-vis de cette présentation effectuée par les journalistes.

C'est à nous géographes d'établir des ponts et des relations entre le grand public et les médias. Si la Géographie appliquée n'a pas une aura grand public, on voit pourtant de plus en plus de Géographes dans les médias et il faudra que la commission s'intéresse à cette problématique.

Si la Géographie est perçue dans le grand public comme vous savez, c'est parce qu'elle ne dit pas ce qu'elle peut faire (redécouper des territoires, proposer des choix de localisation, des aménagements...), mais c'est aussi par manque d'esprit critique.

Quand j'observe les Géographes qui parlent dans les médias et qui écrivent, c'est quelque fois terriblement décevant : J'ai entendu dernièrement un Géographe très connu en France qui faisait une longue intervention à la radio consacrée aux autoroutes en France. Je l'ai écouté avec un collègue Canadien. Une fois terminé, ce dernier a souligné que l'intervenant n'avait pas eu un seul mot critique sur le système autoroutier, sur les péages, sur la mainmise du secteur privé, etc.



De la même façon, les Géographes qui, toute leur vie, ont travaillé avec des subsides de la DATAR ne vont pas forcément être très critiques sur les quarante ans d'aménagement du territoire. C'est là aussi qu'il nous faut travailler.

**Claude GENGLER**

Parfois, il peut aussi y avoir blocage au niveau de la presse. Il n'est pas toujours facile de faire passer des messages contraires aux positions soutenues par les financeurs. A qui appartient la presse ? Voilà un vaste débat, très intéressant, surtout en France, il me semble.

**François HULBERT**

Les journalistes se baladent au Québec dans les universités pour qu'on leur tende des micros. Autant en France hors de quelques leaders d'opinion autorisés, il ne se passe rien de semblable. Ce sont toujours les mêmes qui prennent la parole. Le système est verrouillé. Donc c'est à nous d'occuper des tribunes et de solliciter les médias. Je crois que notre travail à la commission doit comprendre aussi cela.

**Bouziane SEMMOUD**

Oui sur le thème de la Méditerranée par exemple, trois ou quatre Géographes seulement ont droit à la parole, parfois même alors qu'ils ne se sont jamais rendus sur place !

**Jeanine CORBONNOIS**

Au sein de la Commission de Géographie appliquée, je pense que nous avons vocation à aller dans des directions spécifiques. On ne peut pas à la fois s'occuper de Géographie physique, d'urbanisme etc. C'est trop vaste.

**Yves LEBAHY**

En tant que formateur, je crois que cette approche globale est pourtant nécessaire.

**Yves LEBAHY**

Mais inversement quand on est sur une question d'aménagement, on est toujours sur une question globale.

**Jeanine CORBONNOIS**

Mais derrière il faut alimenter la réflexion par des approches spécifiques.

**François HULBERT**

Il y a une contradiction intrinsèque à notre posture de Géographe.

**Jeanine CORBONNOIS**

Il faut intégrer cette contradiction-là, faire le lien entre notre Commission et les autres et prendre en considération ce qu'elles sont et font.

## **Pierre GINET**

La question pourrait être : Y a-t-il un plus petit dénominateur commun autour duquel les Géographes se reconnaissant dans la Géographie appliquée pourraient se fédérer ? Face aux enjeux actuels, le rôle du Géographe en matière d'application n'est-il pas, par exemple, de se demander comment soigner la terre ? N'est-il pas, à l'échelle de la terre des hommes, celui qui est le mieux placé pour se positionner autour de cette question et jouer à toutes les échelles Géographiques un rôle diagnostic, préventif, d'alerte, voire curatif ?

## **Bouziane SEMMOUD**

Le risque de cet exemple serait de faire de nous des pompiers pyromanes. On aménage et en même temps on régule. Dans ce cas, je crains qu'on devienne seulement des aides, des infirmiers. Nous pourrions plutôt penser l'aménagement avec l'ensemble des acteurs.

Je me replace autour de la notion de décentralisation qui est partout centrale aujourd'hui dans l'aménagement. Par exemple au Sénégal (cf. la thèse de Y.Diallo) sans aucun moyens ou trop peu au regard des enjeux, comme en France d'ailleurs. Mais cette décentralisation signifie un accord des Etats avec le système économique mondial. Cette posture constitue une manière d'abandonner de la souveraineté au profit des collectivités territoriales, charge à elles de faire la jonction avec les grandes multinationales par exemple. Cela ouvre à des problèmes Géopolitiques et à la question des échelles (état, multinationale, locale...). La décentralisation est-elle une solution face aux intérêts du grand capital international ? Ce type de question établit un lien entre Géopolitique et aménagement.

Il faudrait réfléchir davantage à ne pas être un outil au service de techniques qui nous dépassent, même si on en est conscient.

## **Yves LEBAHY**

Le rôle du Géographe vis-à-vis des institutions doit être posé, à l'occasion de débats publics (comme autour du projet d'aéroport de Notre Dame des Landes). Il ne s'agit pas ici de la question posée autour des questions d'aménagement du territoire mais autour de la place de l'individu dans le débat relatif à ces projets par rapport aux appareils institutionnels. Le rôle du Géographe est d'apporter quelques éclairages sur l'orientation du territoire et des populations. Le Géographe dispose d'informations dont les populations sont friandes. C'est ce qui va leur permettre de définir leur positionnement. Nous sommes dans une société civile qui aujourd'hui n'est pas aussi atone qu'on veut bien le croire. Si elle est en rupture avec les institutions, elle est friande d'éléments constitutifs...

Je préfère le rôle d'éclaireur au rôle de médecin. Sa vision est globale. La Géographie a toujours été cela.

## **François HULBERT**

Le Géographe apporte aux citoyens un éclairage sur la réalité de notre milieu de vie. Est-ce que la Géographie ce serait soigner la terre, puisque nous avons tellement détérioré notre environnement. comment soigner la terre, la ménager, mieux « habiter la terre » pour reprendre le thème du prochain FIG... ? Oui mais est-ce que l'outil n'est pas de s'adresser davantage aux citoyens ? Les terrains pour le faire sont multiples : Notre Dame des Landes est un exemple parmi d'autres. Evidemment ce n'est pas sur ce terrain-là que l'on va recevoir les subventions les plus importantes. Mais il offre une ouverture en rejoignant l'idée d'intervenir publiquement. Si on intervient pour apporter aux citoyens des éclairages, il faut les accompagner quand des projets se mettent en place. Il s'agit de prendre la parole pour éclairer les gens mais sans décider pour eux, juste pour porter

l'information, les informer, leur permettre de comparer les choses, etc. On pourrait travailler autour de l'idée d'intervenir. Dans tous les domaines dans lesquels nous sommes, cette approche autour de la prise de parole pourrait nous rassembler. Après il faut trouver le média le plus pertinent pour intervenir. Des interventions multiples montreraient que la Géographie appliquée existe et a toute sa place sur de nombreux terrains.

#### **Yves LEBAHY**

Cette année j'ai fait dans ce sens près d'une conférence par semaine auprès du public. Notre rôle il est là. Je l'ai fait dans les cafés-citoyens, cafés-repairs.

#### **Jeanine CORBONNOIS**

Il faudrait s'interroger sur les modalités de transfert. En Pays de la Loire nous travaillons sur la thématique « recherche, formation, innovation ». L'innovation, c'est ce qu'on peut apporter à l'extérieur de l'université (transfert). Il faut conduire les Géographes à s'interroger autrement et s'expliquer aux autres. Nous pourrions approfondir la réflexion sur les modalités des transferts et les moyens de les mettre en œuvre.

#### **Yves LEBAHY**

Et puis en externe... Il y a la non-prise en compte de la lisibilité sociale de la Géographie. Or elle est importante aussi dans notre vie professionnelle.

#### **Jeanine CORBONNOIS**

Quand nous demandons aux étudiants de L3 de définir leurs compétences, ils ne savent pas répondre !

#### **Claude GENGLER**

J'aime bien l'idée de chercher une sorte de « dénominateur commun ». Nous devrions avoir une réflexion sur les bons vecteurs : articles de presse, blogs, manifestations futures à organiser, rôle des médias, des NTIC... Quelle belle idée que d'amener les gens qui souhaitent promouvoir la géographie appliquée de sortir de leur quotidien et de rencontrer des gens d'autres disciplines et d'autres horizons.

J'ai offert des centaines de conférences sur la Grande Région pour des clubs de service (Rotary, Lion, Club 51), des universités du Troisième Âge, des académies européennes, des associations de toutes sortes qui, souvent, rassemblent des publics très intéressants et très motivés. Tous ces gens sont aussi des citoyens, donc des électeurs, qui agissent et qui votent. A chaque fois qu'un géographe prend la parole devant un tel public, c'est un acte positif et important pour la géographie appliquée.

#### **François HULBERT**

A propos de la Géographie critique, je vais prendre l'exemple de la thèse que Yaya DIALLO a récemment réalisée à Metz sur Dakar à laquelle j'ai participé, l'un des membres du jury (François BART) a invité le candidat à en dire plus, à s'impliquer davantage puisque ce travail est une thèse : « Une fois que vous serez sur le marché du travail vous ne pourrez plus dire ce que vous voudrez ! ». C'est à la fois intéressant et un peu fatidique. Il y a là un enjeu majeur que nous aurons à débattre ensemble.

## **Claude GENGLER**

Contrairement aux juristes ou aux économistes, par exemple, il me semble que le géographe doit d'abord convaincre avant d'être écoutée. La discipline, comme ses disciples, restent largement inconnus. C'est dans le sens d'une valorisation de la géographie appliquée que nous devons œuvrer. Il faut « positiver », montrer ce à quoi la géographie peut servir, peut aboutir...

## **Jeanine CORBONNOIS**

Oui, mieux affirmer nos compétences, les faire reconnaître. Arriver à les faire passer à l'extérieur.

Nous pourrions adresser un questionnaire aux directeurs de laboratoires par exemple; comment reconcevoir l'applicabilité de la géographie, quelles sont les attentes, quelles nouvelles réflexions ? Les réponses pourraient servir de point d'appui pour développer la commission de Géographie appliquée.

## **Yves LEBAHY**

J'ai l'impression d'un parallèle avec ce qui s'est opéré dans les milieux anglo-saxons. Il est intéressant de constater que cette marginalisation de la Géographie est le résultat de la peur ou de l'intérêt qu'elle génère : Ceux qui ont compris l'intérêt de la Géographie n'ont pas intérêt à la diffuser. Cela s'est produit au cours des cinquante dernières années, avant que le marché prenne le pas sur tout le reste. C'est pour cette raison aussi que des Géographes sont embauchés par de multinationales. Je pense aussi à Claude GENGLER ici présent ! Elle est reconnue comme étant un savoir hautement stratégique. C'est en cela que ma propre position est plutôt basée vers la dimension citoyenne de la Géographie.

## **Bouziane SEMMOUD**

Toujours sur la question de la recherche d'un objectif commun, cette piste me paraît intéressante.

Nous sommes dans une société où désormais l'organisation de l'espace dépend des capacités d'énonciation de la société civile en concertation avec les pouvoirs (politiques, etc.). Ce processus permet la confrontation avec les acteurs, la négociation, la participation (même si je n'aime pas trop ce terme parce que c'est comme si on vous autorise à participer)... C'est peut-être ce lien qu'il faut restaurer, qu'il faut rendre, qu'il faut institutionnaliser. Ça permet d'éviter que le pouvoir ne s'empare de ces questions. Et finalement le rôle de la Géographie revient par ce biais à légitimer l'action. Finalement les pouvoirs centralisés ou non sont obligés d'accepter ce rôle.

Devant la réémergence de la notion de territoire, on peut s'interroger sur la manière dont les sociologues, les politologues, etc. s'en emparent aujourd'hui. C'est une façon de faire main basse sur ces enjeux que nous avons soulignés. Je ne veux pas dire non plus que les Géographes doivent en être les maîtres ! C'est comme l'image, la cartographie : il faut que l'image appartienne à tout le monde. Mais il y a des disciplines dans lesquelles il y a une cristallisation de la connaissance au point qu'elle leur donne un peu d'avance sur d'autres disciplines. Je vois là une recherche de légitimité plus que d'attributs en quelque sorte.

## **Yves LEBAHY**

Je considère ce positionnement comme une action légitime. En faisant référence à la Géographie radicale, on peut se demander si le Géographe, au travers de l'application, est là pour faire se reproduire le système ou plutôt le remettre en cause.

## **Bouziane SEMMOUD**

Enfin c'est la rencontre de ces deux postures qui nous intéressent aujourd'hui. Et là le Géographe a un rôle majeur à jouer !

## **François HULBERT**

Au sujet du « que devrions-nous faire ? », il serait intéressant que nous Géographes, investissions des endroits où l'on ne nous attend pas. Un colloque sur la mémoire est organisé par des historiens et des sociologues prochainement, un autre à Science Po à Aix fin janvier sur les conflits de lieux et les lieux de conflits... Les autres disciplines viennent sur « notre » terrain, il faudrait que nous allions sur « le leur ». Y compris dans des manifestations portant sur des thèmes a priori éloignés de la Géographie (mémoire, etc.), mais qui constituent parmi d'autres thèmes des possibilités pour le Géographe de montrer ce que peut apporter sa discipline.

## **Laurène WIESZTORT**

La Géographie va finalement se retrouver dans n'importe quelle étude, n'importe quel colloque, dans lequel il faut un Géographe dans la mesure où on étudie les territoires. Et que toutes actions affectent les territoires. Cette présence des Géographes dans une multitude de thématiques rend difficile pour les citoyens néophytes de savoir à quoi « sert » le géographe. Quelles sont ses compétences précisément ? Quand doit-on faire appel à un géographe ? Il est alors souvent nécessaire d'accompagner sa fonction ou son statut de « Géographe », de précisions : « géographe-urbaniste », « géographe-environnementaliste », etc.

## **Pierre GINET**

Toutes les sciences ont une prétention à l'universalité et à considérer les autres comme étant leurs béquilles en quelque sorte. Le Géographe s'appuie sur l'histoire, les sciences naturelles, etc. mais les juristes positionnent leur discipline de la même façon et font de la Géographie une simple annexe de leur discipline...

Malgré ces tendances, certaines disciplines arrivent mieux à construire leur unité interne et externe que d'autres. L'unité de la géographie s'articule autour d'un petit noyau dur et d'une grande périphérie peu consistante et même entremêlée à des quantités d'autres champs disciplinaires avec lesquels la limite apparaît souvent floue.

Malgré les forces centrifuges qui s'exercent en permanence dans notre discipline, sa dilution éventuelle ne l'empêcherait pas de renaître sous une autre forme. Nous formons une discipline protéiforme en recomposition permanente. C'est une de nos caractéristiques. La multitude d'initiatives scientifiques en atteste (projet d'école de Géographie appliquée, section CNU Aménagement & Urbanisme, CIST Collège International des Sciences du Territoire, colloque autour de la notion de « mésologie », etc.). Autant d'initiatives souvent fort riches et intégrant la logique « problem solving » (selon les préconisations désormais imposées par l'Union européenne et selon le jargon européen en vigueur !) spécifique à l'application, mais qui au fond ne font que réinventer la Géographie en lui donnant d'autres noms et en mêlant à ses réflexions traditionnelles des chercheurs parfois même majoritaires ou porteurs (!) venus d'autres disciplines.

La Géographie (quel que soit son nom) est finalement « nécessaire » au sens philosophique (qui ne peut pas ne pas être), mais a du mal à s'affirmer autour d'un corpus propre scientifique, à être reconnue et à se reconnaître elle-même (de la part de ses membres qui sont statutairement Géographes). C'est toute la question de sa lisibilité sociale.

## Jeanine CORBONNOIS

Nous pourrions réaliser une enquête auprès des Géographes. Cela permettrait de leur poser les questions pour lesquelles on recherche des réponses. Financée par le CNFG, auprès des directeurs de laboratoires ? Attendre le retour de l'enquête avant de préciser le programme d'action de la Commission de Géographie appliquée ?

## Yves LEBAHY

Les enseignants aussi font de la Géographie appliquée. A la limite, tous les Géographes sont concernés. L'enquête permettrait de le dire.

## Pierre GINET

Nous pourrions aussi élaborer une charte de bonnes pratiques de la Géographie appliquée (sur le modèle du serment d'Hippocrate des médecins). Il nous faudrait alors débattre de la rédaction d'une telle charte et des valeurs communes auxquelles nous adhérons.

## Yves LEBAHY

Une telle démarche m'apparaît importante. Elle reviendrait à sacraliser la parole des Géographes par la constitution d'un équivalent d'ordre. J'organise des stages étudiants dans les Vosges en même temps. Je les informerai de cette manifestation et les inviterai à y prendre part.

## Synthèse des idées-forces débattues lors de la réunion

- ✓ Résoudre la question de la position discordante de la Commission de Géographie appliquée au sein de l'architecture institutionnelle du CNFG, en proposant la mise en place d'une vice-présidence dédiée.
- ✓ Orienter la Commission de Géographie appliquée vers une approche globale (à l'instar des problématiques d'aménagement) plutôt que la positionner sur un créneau spécifique.
- ✓ Améliorer la lisibilité sociale de la Géographie et définir les vecteurs à utiliser. En particulier définir une méthode d'interpellation des médias permettant de promouvoir la Géographie appliquée.
- ✓ Valoriser la langue française de façon réaliste.
- ✓ Imaginer une Géographie appliquée qui se positionne de façon plus prégnante en amont de la commande, voire participe plus souvent à sa redéfinition.
- ✓ Rechercher les modalités d'une meilleure articulation entre recherche et rôle social de la Géographie permettant de (re)donner du sens au travail de recherche en Géographie appliquée.
- ✓ Identifier les éléments fondamentaux autour desquels les Géographes « appliqués » se reconnaissent et pourraient, mieux qu'ils ne le font aujourd'hui, se fédérer.
- ✓ Promouvoir le rôle primordial et historique d'éclairer joué par le Géographe, dans un contexte où le citoyen se heurte à la complexité voire à l'opacité d'appareils institutionnels qui diligentent les orientations des territoires.
- ✓ Valoriser les transferts recherche-société des travaux de Géographie considérables mais méconnus du grand public (et néanmoins exploités par d'excellents vulgarisateurs qui ne se revendiquent pas de la Géographie).
- ✓ Aider la Géographie appliquée à se positionner entre ses deux missions extrêmes que sont l'appui à la reproduction de systèmes socio-spatiaux, et l'appui à la mutation de ces derniers.
- ✓ Investir les Géographes « appliqués » dans des champs sociétaux inédits.
- ✓ Veiller au renforcement de la cohésion et de la lisibilité de la Géographie appliquée.

- ✓ Adresser un questionnaire aux directeurs de laboratoires sur la manière d'envisager l'applicabilité de la géographie selon les nouvelles attentes et réflexions.
- ✓ Elaborer une charte de la Géographie appliquée autour des pratiques et des valeurs communes dans lesquelles notre communauté se reconnaît.

Pierre GINET – Président de la Commission de Géographie appliquée du CNFG